



© F. BLANC

# LE 5 OCTOBRE : EN AVANT !

**D**epuis qu'est annoncée la perspective d'une sortie des aides publiques aux entreprises, la confédération FO alerte sur le risque que le « *quoi qu'il en coûte* » se transforme en « *quoi qu'il en coûte aux salariés* » au nom de la dette Covid à rembourser.

Ce n'est pas une vue de l'esprit, ni un bon mot pour les médias. Ainsi, d'ores et déjà, les salariés subissent les effets de la crise : les prix augmentent (gaz, électricité, alimentation, essence...) et les salaires ne suivent pas ! Au point que dans certains secteurs d'activité, les employeurs conviennent que les difficultés de recrutement ne sont pas sans lien avec la faiblesse des salaires... et que le ministre de l'Économie et des Finances incite les employeurs à faire un effort sur les salaires. Nous avons fait remarquer qu'il avait déjà tenu ce discours en janvier 2020. Du coup, lorsque nous l'avons rencontré avec le Premier ministre le 1<sup>er</sup> septembre dernier, nous lui avons rappelé qu'au-delà des paroles, le gouvernement pouvait – et devait – passer aux actes. Il a deux leviers à cette fin : le Smic – or la dernière augmentation au 1<sup>er</sup> janvier 2021 a été la plus faible de ces trois dernières années, faute de « coup de pouce » (au-delà de la réévaluation réglementaire), et pour le moins mesquine : 0,99% ! L'autre levier

et moyen d'agir est la valeur du point d'indice de la fonction publique, qui détermine la rémunération de base des fonctionnaires et agents des services publics, que le gouvernement a de nouveau décidé de geler !

Il s'agit d'autant moins d'une vue de l'esprit que récemment, quand le même ministre de l'Économie s'est

## ***Un vrai travail avec un vrai salaire, contre le retour de la réforme des retraites***

rendu à l'université d'été du Medef et leur a annoncé la fin du « *quoi qu'il en coûte* », on a clairement entendu les réponses en stéréo du président du Medef : sur les retraites, il faudra travailler plus longtemps, et la réforme de l'Assurance chômage, telle que prévue par le gouvernement, doit entrer en vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre !

Et l'échange en stéréo se poursuit : la ministre du Travail, qui était aussi aux côtés du Premier ministre, a confirmé l'intention du gouvernement de remettre en place la réforme de l'Assurance chômage à l'identique de celle dont nous avons obtenu la suspension en juin dernier.

Puis, ces jours derniers, est revenue dans les médias l'idée d'une réforme des retraites. Invités à réagir, nous nous en sommes tenus aux propos du président de la République le 12 juillet dernier pour mettre en garde. Quand il dit que « *les régimes spéciaux devront être supprimés* », il faut se remémorer qu'il commence sa phrase en stigmatisant

les quarante-deux régimes du système existant et que le projet initial du gouvernement était bien d'aller vers un régime unique par points, dont nous avons démontré, sans jamais être contredits, qu'il ne serait ni plus simple ni plus juste – au contraire – que le système actuel. Et surtout, il poursuivait en affirmant qu'il « *faudra travailler plus longtemps et partir à la retraite plus tard* ».

Nul ne doit donc être dupe !

Et nous avons mis en garde aussi : attention à ne pas faire du droit à la retraite un enjeu électoraliste, qui donnerait lieu à une surenchère au détriment des droits des salariés.

Avec d'autres organisations syndicales, nous avons, dans ce contexte, décidé d'appeler à une grève interprofessionnelle et à manifester le 5 octobre. À nous toutes et tous, adhérents, militants, délégués FO, de préparer cette mobilisation et de convaincre le plus grand nombre d'y prendre part. C'est ainsi que nous pourrions mettre en garde, avertir et nous faire entendre !

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : [www.force-ouvriere.fr](http://www.force-ouvriere.fr)